Les partenaires de GEF-ISLANDS océan Indien réunis à Nairobi pour faire progresser la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux

Nairobi, Kenya – Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI) et Business Mauritius, a organisé la réunion annuelle 2026 du projet GEF-ISLANDS océan Indien, réunissant des représentants gouvernementaux et des membres des équipes projet des Comores, des Maldives, de Maurice et des Seychelles pour discuter de l'avancement du projet.

Financée par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), la composante océan Indien du programme ISLANDS est mise en œuvre par le PNUD avec l'appui de la COI et de Business Mauritius. Le projet soutient les efforts nationaux de quatre petits États insulaires en développement (PEID) – les Comores, les Maldives, Maurice et les Seychelles – pour réduire les risques liés aux produits chimiques et aux déchets dangereux, protéger les écosystèmes fragiles et promouvoir des économies circulaires inclusives et non toxiques.

Déployé de 2023 à 2027 avec un financement du GEF de 13,4 millions de dollars, le projet investit dans l'élaboration et l'application des politiques, le renforcement des capacités, l'engagement du secteur privé et la sensibilisation du public afin de renforcer la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dans les pays de l'océan Indien.

La réunion annuelle 2026 a rassemblé plus de 30 participants, dont de hauts représentants gouvernementaux des Comores, des Maldives, de Maurice et des Seychelles, ainsi que des partenaires clés du développement : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission de l'océan Indien (COI), Business Mauritius, le Secrétariat du GEF et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La réunion a réaffirmé l'engagement régional à répondre aux risques croissants posés par les produits chimiques et les déchets dangereux dans les PEID et a constitué une plateforme clé pour évaluer les progrès du projet à la suite de sa revue à mi-parcours.

La réunion s'est ouverte par une session de haut niveau réunissant le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique, le bureau de pays du PNUD au Kenya, le GEF, le PNUE, la Commission de l'océan Indien et Business Mauritius.

Le PNUD a souligné l'importance du programme GEF-ISLANDS, appelant les pays participants à favoriser la collaboration pour préserver la santé humaine et environnementale dans la région.

« Le programme ISLANDS est un investissement transformateur du Fonds pour l'environnement mondial (GEF) qui permet aux petits États insulaires en développement de relever les défis liés aux produits chimiques et aux déchets tout en faisant progresser les solutions d'économie circulaire, la résilience environnementale et le développement durable. Sa valeur unique réside dans sa capacité à favoriser la collaboration régionale, à mobiliser des partenariats stratégiques et à créer des voies pour l'innovation et l'engagement du secteur privé. En travaillant ensemble, les pays peuvent transformer des défis communs en opportunités collectives, en accélérant l'adoption et le passage à l'échelle de solutions éprouvées dans la région et au-delà », a déclaré Joel Ayim Darkwah, conseiller technique régional du PNUD pour l'Afrique (produits chimiques, déchets et plastiques), représentant le directeur du projet ISLANDS océan Indien.

Contact presse
communication@coi-ioc.org
www.commission*ocean*indien.org

Le bureau de pays du PNUD au Kenya a accueilli les participants à Nairobi, soulignant l'importance de l'apprentissage croisé et de l'échange d'expériences, d'innovations et de bonnes pratiques entre les pays et les régions.

« Si le Kenya peut partager ses expériences en matière de gestion communautaire des déchets et d'innovation dans l'économie circulaire, nous avons également beaucoup à apprendre des petits États insulaires en développement, qui sont depuis longtemps à l'avant-garde de l'efficacité des ressources et de la préservation de l'environnement. Réunir des pays de tailles et de contextes différents crée une occasion unique d'apprentissage mutuel, qui nous permet d'adapter les approches qui ont fait leurs preuves, de renforcer les partenariats et d'accélérer les progrès vers la circularité », a déclaré Evelyn Koech, responsable Environnement au bureau de pays du PNUD au Kenya, représentant la représentante résidente du PNUD au Kenya.

La Commission de l'océan Indien a réaffirmé son rôle de catalyseur de la coopération et de l'intégration régionales au service des objectifs du projet.

« La gestion sûre des produits chimiques et des déchets dangereux ne s'arrête pas aux frontières nationales : c'est un enjeu de solidarité régionale. Notre objectif est de renforcer les synergies entre les actions menées dans la région, de consolider les connaissances, de promouvoir les bonnes pratiques et de mobiliser l'ensemble des acteurs afin de bâtir une plateforme régionale au service de l'économie circulaire dans nos îles », a déclaré Anfani Msoili, Chargé de mission « Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » au sein de la Commission de l'océan Indien.

Représentant le Fonds pour l'environnement mondial, Jewel Joy Batchasingh, spécialiste environnementale au sein du domaine focal Produits chimiques et déchets du GEF, a souligné l'importance d'une action intégrée pour rompre le cycle de la pollution dans les îles.

« Alors que nous entrons dans les dernières étapes de la mise en œuvre, nous encourageons tous les partenaires à investir davantage dans la communication, la visibilité et la gestion des connaissances. Recueillir les enseignements tirés, documenter les réussites et partager les bonnes pratiques permettra non seulement de renforcer l'héritage du projet, mais aussi d'éclairer et d'inspirer les futurs efforts de développement durable dans les petits États insulaires en développement », a déclaré Jewel Joy Batchasingh, spécialiste environnementale, Fonds pour l'environnement mondial (GEF).

Business Mauritius, représentée par Amandine de Rosnay, a également souligné l'importance du projet pour la région et le rôle central de l'engagement du secteur privé.

« Un engagement réel du secteur privé va au-delà de la participation à des réunions. Il suppose que les entreprises contribuent à identifier les défis, à tester des solutions, à investir dans l'innovation et à assumer la responsabilité des impacts environnementaux de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement. Grâce à une collaboration étroite entre les gouvernements, le secteur privé et les institutions régionales, nous avons une occasion unique de développer des solutions durables, adaptées aux réalités de nos îles et capables de produire un impact durable », a déclaré Amandine de Rosnay, responsable Développement durable et croissance inclusive à Business Mauritius.

Parmi les autres temps forts de la réunion figuraient un bilan des progrès accomplis depuis la revue à mi-parcours ; des discussions sur des questions techniques transversales pour les pays du projet, telles que les approches en matière de transport sûr des produits chimiques et des déchets dangereux depuis les pays ISLANDS, la promotion d'un tourisme durable, les opportunités de développement du secteur privé pour

Contact presse
communication@coi-ioc.org
www.commissionoceanindien.org

améliorer la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dans les pays de l'océan Indien. Par ailleurs, la réunion a également abordé des approches communes pour l'acquisition et l'installation des meilleures technologies disponibles afin de soutenir le traitement et l'élimination sûre des déchets dangereux dans les pays de l'océan Indien.

Vers une phase finale du projet

Alors que le projet GEF-ISLANDS océan Indien entre dans sa phase finale de mise en œuvre, les partenaires ont réaffirmé leur engagement à traduire les enseignements tirés en un impact durable. Forts des progrès accomplis à ce jour, les pays participants et les partenaires intensifieront leurs efforts pour renforcer les cadres politiques, élargir l'engagement du secteur privé, déployer des solutions innovantes de gestion des déchets dangereux et renforcer le partage des connaissances à l'échelle régionale. En approfondissant la collaboration et en portant à l'échelle les approches éprouvées, le projet vise à laisser un héritage durable : des communautés en meilleure santé, des écosystèmes protégés et des économies insulaires plus résilientes et circulaires dans toute la région de l'océan Indien.

La réunion s'est achevée sur un engagement partagé à accélérer la mise en œuvre, à documenter et à partager les pratiques réussies, et à positionner la région de l'océan Indien comme un modèle de gestion intégrée des produits chimiques et des déchets dans les petits États insulaires en développement. Grâce au partenariat continu entre les gouvernements, les institutions régionales, le secteur privé et les partenaires du développement, le programme ISLANDS continuera de démontrer comment l'action collective peut générer des bénéfices environnementaux et socio-économiques transformateurs pour les générations présentes et futures.

*****

À PROPOS

Projet GEF-ISLANDS océan Indien : la composante océan Indien du programme ISLANDS, financée par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), est mise en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avec l'appui de la Commission de l'océan Indien (COI) et de Business Mauritius. Elle accompagne les Comores, les Maldives, Maurice et les Seychelles vers une meilleure gestion des produits chimiques et des déchets dangereux afin de réduire les risques, de protéger les écosystèmes insulaires et de promouvoir des économies circulaires non toxiques.

Contact presse
communication@coi-ioc.org
www.commission*ocean*indien.org